



IRAN LIBERATION

N°363

Bulletin d'information de la commission des Affaires étrangères du Conseil national de la Résistance iranienne

21 mars 2011

Les obligations de la communauté internationale vis-à-vis de l'Iran et du camp d'Achraf
Conférence internationale - Genève - 8 mars 2011

Des parlementaires suisses, des personnalités américaines et internationales en faveur du soulèvement en Iran et de la protection d'Achraf



De g. à dr.: Christian Dandrès, Erica Deuber-Ziegler, Nils de Dardel, Ruth Wedgwood, Sid Ahmed Ghozali, Christiane Perregaux, Howard Dean, Jean-Charles Rielle, Francine John-Calame, Luc Barthassat, André Daguet, Alice Glauser-Zufferey et Eric Voruz

Le gouverneur Howard Dean

Ancien président du parti démocrate

Les USA ont une responsabilité particulière vis-à-vis d'Achraf et de radier l'opposition démocratique en Iran de la liste des organisations terroristes pour qu'elle puisse être libre de poursuivre son rêve.

Maryam Radjavi

Présidente-élue de la Résistance iranienne

Ces dernières semaines, les Iraniens ont manifesté à plusieurs reprises pour un changement de régime. Il est donc plus que jamais honteux de se placer aux côtés du fascisme religieux. Il faut lancer un mandat international contre Khamenei pour crimes contre l'humanité.

Jean-Charles Rielle

Conseiller national suisse

Nous appelons notre gouvernement à reconnaître la Résistance iranienne comme une opposition légitime à la dictature religieuse et à ouvrir un dialogue avec le CNRI.

La majorité du Grand Conseil de Genève exprime sa profonde préoccupation pour la situation des résidents d'Achraf

Les membres du Grand Conseil de Genève ont annoncé le 8 mars dans une conférence à Genève une déclaration signée par la majorité des membres du Conseil en soutien aux résidents du camp d'Achraf. Les parlementaires appellent le gouvernement suisse et le chef de la diplomatie à convaincre le gouvernement irakien de :

- **Dissoudre le comité chargé de la fermeture d'Achraf et placer le dossier d'Achraf sous l'autorité du parlement irakien.**
- **Mettre immédiatement fin à la torture psychologique des résidents par les agents des services iraniens au moyen de 210 haut-parleurs.**

Soutien de parlementaires suisses et de personnalités internationales au changement démocratique en Iran

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2011, qui coïncidait avec la session du Conseil des droits de l'homme à Genève, des parlementaires suisses, des personnalités politiques et des juristes suisses, européens, américains et arabes, ont salué la quête pour la liberté des femmes à travers le monde, et apporté leur soutien au soulèvement courageux du peuple iranien pour un changement démocratique. Les participants à cette conférence ont rappelé qu'avec la vague de changement au Maghreb et au Moyen-Orient, la communauté internationale, spécialement l'Occident, doit se mettre du côté du peuple iranien et de ses justes revendications.

Tout en appuyant les droits des 3400 résidents du camp d'Achraf en Irak, membres de l'OMPI, la conférence a souligné la nécessité de lever le blocus inhumain imposé depuis trois ans à Achraf et de stopper la torture psychologique des résidents, menée nuit et jour au moyen de 210 haut-parleurs.

Voici les moments forts de cette conférence :



Nils De Dardel

Juriste, co-président du Comité suisse de défense d'Achraf

Le camp d'Achraf en Irak est vraiment une espèce d'icône de drapeau de cette

résistance démocratique au régime des mollahs. La situation est plus que difficile, mais les résidents opposent une sérénité et une détermination extraordinaire de résistance. Un des éléments les plus inquiétants c'est que le camp est entouré de haut-parleurs, qui constamment émettent des sons criants, des insultes. C'est vraiment une torture. En Iran être membre d'une famille, être sympathisant, même indirectement d'Achraf constitue pour le régime des mollahs un crime abominable qui est sanctionné par l'exécution capitale. C'est dans ce contexte que la communauté internationale doit jouer évidemment un rôle de protection qui est absolument indispensable à la résistance en Iran.



Christiane Perregaux

Professeur honoraire de l'université de Genève

J'aimerais penser spécialement en ce jour

international des femmes, aux femmes qui se trouvent actuellement dans une situation extrêmement dramatique à Achraf et aux femmes iraniennes qui malgré la répression résistent au gouvernement iranien. J'aimerais rappeler également, en ce jour de 8 mars, que Maryam Radjavi a spécialement conduit le mouvement des femmes de la résistance iranienne à prendre ses responsabilités pour la liberté et l'égalité en Iran. Aujourd'hui cette conférence est dédiée aux habitants d'Achraf et cette conférence est un appel pour Achraf, c'est un appel pour les victimes de la répression de la torture des exécutions capitales et à la population iranienne qui malgré les menaces et les condamnations continue à exiger le changement. J'aimerais

vous inviter à faire un moment de silence pour toutes les victimes du régime iranien.



Jean-Charles Rielle

Conseiller national suisse

Nous appelons notre gouvernement à reconnaître la résistance iranienne comme une opposition légitime à

la dictature religieuse et à ouvrir un dialogue avec le Conseil national de la Résistance iranienne « le CNRI ». Nous sommes préoccupés par la torture psychologique continue des résidents du camp, par des agents du régime iranien en liaison avec les forces irakiennes. La communauté internationale ne doit pas rester silencieuse face à ces tortures publiques permanentes des 3400 résidents d'Achraf. Nous demandons instamment à la haute commissaire aux droits de l'homme, de condamner publiquement l'utilisation de haut-parleurs pour torturer les résidents d'Achraf et nous la prions instamment de demander au gouvernement irakien d'y mettre fin immédiatement. Des mesures concrètes doivent être prises pour faire cesser cette cruelle torture de civils.



Christian Dandrès

Membre du Grand Conseil de Genève

Un vent de révolte souffle depuis plusieurs mois sur le monde

arabe, des régimes haut placés dans le palmarès de la terreur ont mordu la poussière, d'autre s'accrochent encore au pouvoir et mènent une bataille acharnée contre ce printemps des peuples. Pour avoir refusé de courber les chins devant les tyrans, les résidents du camp d'Achraf subissent aujourd'hui la répression au quotidien. Face à la barbarie, les habitants du camp se sont organisés et mènent un combat politique

et diplomatique hors du commun. Ils ont obtenu le soutien de plusieurs centaines de personnalités politiques. La Suisse n'est pas en reste, plusieurs députés du Parlement fédéral qui sont présents ici notamment ont démontré que l'internationalisme était encore vivace dans notre pays. Aujourd'hui c'est mon tour d'apporter aux habitants d'Achraf le soutien de 55 députés du Grand Conseil genevois qui ont signé une déclaration à l'attention des autorités fédérales. La déclaration réclame, et je cite, tout d'abord que le comité chargé de la fermeture d'Achraf soit dissolu et que le dossier d'Achraf soit placé sur l'autorité du parlement irakien.



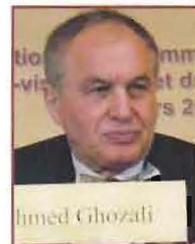
David Matas

Juriste canadien des droits humains internationaux

Je connais assez bien les normes internationales des droits humains et je sais très bien qu'ils sont constamment violés, ouvertement, de manière flagrante au camp d'Achraf.

Plus nous gagnerons d'attention internationale sur Achraf, plus nous aurons des chances de voir changer la situation là-bas. Ils ont droit à la liberté de rassemblement, ils ont droit à être protégés contre un déplacement forcé, ils ont droit à la liberté d'association, et ils ont droit d'être protégés de la torture psychologique et de la torture physique.

Sid Ahmed Ghozali



Ancien premier ministre algérien

Ce qui se passe dans le monde arabe, c'est un réveil des populations qui sont en train de sortir de la résignation face à des pouvoirs autoritaires

instaurés pour la vie. Khamenei, le chef du pouvoir iranien, avait applaudi les Arabes dans les rues du Caire, de Benghazi ou de Tunis. C'était très choquant de voir cet homme encourager aussi cyniquement le soulèvement



dans la rue, alors que dans son propre pays, il a instauré des lois qui condamnent à mort tout manifestant contre le pouvoir. Les retombées de ces mouvements ne manqueront pas de mettre en valeur le cas iranien sur lequel on s'est beaucoup trop tu dans le monde occidental. Dans une sorte de conspiration du silence sur les 120 000 exécutions qui ont été effectuées pendant trente ans par Khomeiny et Khamenei contre les opposants. On s'est trop longtemps tu sur les 30 000 exécutions en moins de trois mois, en l'année 1988, quand Khomeiny a inventé le concept de *mohareb*, c'est-à-dire l'ennemi de Dieu, considérant tout opposant comme un ennemi de Dieu, passible d'exécution. C'est l'une des conséquences des mouvements actuels dans le monde arabe; ironie du sort, car la stratégie du régime iranien a été sans cesse d'étendre son influence à l'ensemble de la sphère arabo-musulmane.

André Daguët



Conseiller national suisse

Un régime s'est instauré en Iran, qui est responsable de massacres, d'assassinats, de l'emprisonnement

de prisonniers politiques, de milliers d'exécutions. C'est vraiment une attaque contre les droits de l'Homme dans ce pays. Maintenant que les Etats-Unis ont quitté le pays, nous savons qu'il pourrait se passer une grande catastrophe dans le camp d'Achraf. C'est pourquoi j'appelle vraiment à la solidarité de la communauté internationale, de tout faire pour lutter contre ce qui se passe actuellement à Achraf. Tous ces morts, ces blessés, l'installation des 210 haut-parleurs qui sont vraiment une forme de torture qui est inacceptable. Je demande au Haut commissariat des droits de l'Homme, ici à Genève, de condamner fermement l'installation des 210 haut-parleurs autour d'Achraf comme forme de torture.



Ruth Wedgwood

Chaire de Droit international et de Diplomatie, à l'université John Hopkins de Washington

S'il y a un sens de la destinée pour attraper la vague qui traverse l'océan, c'est le moment où l'Iran devrait se libérer. J'espère que tous les groupes d'opposition iraniens vont s'unir, que l'OMPI prendra la place qui lui revient comme une organisation féministe non terroriste et radiée de la liste et que le régime sera vraiment écarté du pouvoir. Si les USA restent silencieux sur une situation comme celle-là, cela ne correspondrait pas du tout à notre propre passé révolutionnaire. Aussi je suis sûre que le Président Obama s'exprimera aussi avec la clarté et la force que la situation demande.



Francine John-Calame

Conseillère nationale suisse, co-présidente du Comité suisse pour la défense d'Achraf

Conscients qu'Achraf représente un symbole des libertés et de défense des droits de l'homme, et un obstacle important au développement de l'intégrisme et du terrorisme, les dirigeants iraniens ont consacré d'énormes moyens pour en venir à bout. Cette situation illustre à quel point il est urgent et nécessaire que les Nations unies et les Etats-Unis reprennent en main la responsabilité de la protection du camp d'Achraf. Notre comité qui bénéficie de l'appui de la majorité des élus de l'Assemblée fédérale suisse, lance l'appel suivant, et ici nous nous associons aux requêtes exprimées par Mme Radjavi. Nous demandons aux Nations unies d'envoyer des observateurs dans le camp d'Achraf. Nous

exigeons le retrait de tous les haut-parleurs afin que cesse la torture psychologique des résidents d'Achraf. Nous voulons la fin du blocus et des restrictions imposées par les forces irakiennes ainsi que la dissolution du comité pour la fermeture d'Achraf et nous désirons aussi que les résidents d'Achraf bénéficient comme par le passé de la liberté d'accès aux soins médicaux dispensés dans les divers hôpitaux irakiens.



Howard Dean

Ancien président du parti démocrate américain et gouverneur du Vermont

La situation au camp d'Achraf a le potentiel de devenir une catastrophe humanitaire et il y a des choses que nous pouvons faire dès à présent pour être sûrs que cela n'arrive pas. Mme Radjavi s'est exprimée il y a une semaine environ à Paris sur son programme à propos du suffrage universel, des droits des femmes, de l'urne comme seul critère légitime déterminant pour l'avenir d'un peuple et des droits de l'homme partout. Ce n'est pas un programme terroriste et l'OMPI ne devrait pas être dans la liste des organisations terroristes. J'étais opposé à l'invasion de l'Irak, car je pensais que cela allait renforcer l'influence de l'Iran dans la région, ce qui s'est exactement passé, malheureusement. Et l'idée que le premier ministre Maliki, qui n'occuperait pas cette fonction aujourd'hui si les troupes américaines n'étaient là, prenne la constitution américaine pour la mettre à l'envers quand il s'agit du camp d'Achraf, est mauvaise et nous ne devons pas l'accepter. Nous devons à ces 3400 âmes la possibilité et les occasions qu'elles auraient eues si elles étaient protégées comme il le fallait. On ne peut tolérer la torture publique de 3400 personnes. L'Amérique a aussi la responsabilité particulière de radier l'opposition démocratique en Iran de la liste des organisations terroristes pour qu'elle puisse être libre de poursuivre son rêve.



Luc Barthassat

Conseiller national suisse

Au vu du vent de liberté qui souffle dans cette partie du monde, ainsi que du mouvement de contestation massif

du peuple iranien qui se poursuit en dépit de l'ampleur de la répression et de la violation, au vu de l'exacerbation des conflits à l'intérieur du régime sur la manière de préserver la survie du régime et en tenant compte de l'avancée, tant à l'intérieur que sur la scène internationale, de l'opposition organisée par l'OMPI et du CNRI, présidé par Madame Maryam Radjavi, le temps est venu pour l'Occident de faire preuve de courage et de mettre fin une fois pour toute à la politique de complaisance face au despote iranien. Il faut des actes. Parce que les vrais courageux sont à Achraf et en Iran et qu'ils risquent leur vie tous les jours.



Erica Deuber-Ziegler

Historienne et ancienne membre du Grand conseil de Genève

Je m'adresse à Mme Hillary Clinton pour lui

dire de faire enlever de la liste des organisations terroristes le nom de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, de reconnaître la résistance iranienne dans son droit légitime de mener son combat pour la démocratie en Iran. Le temps est venu pour passer à ces actes, qui semblent être des actes simples, et que pourtant on résiste à faire et on sait parfaitement bien pourquoi puisque les conditions économiques commandent aujourd'hui, l'ordre du monde. Nous sommes entièrement et profondément solidaires du combat des Moudjahidine du peuple et nous devons obtenir satisfaction sur ces points.



Eric Voruz

Conseiller national suisse

Nous devons demander à Madame Micheline Calmi-Rey qu'elle intervienne rapidement auprès du Secrétariat

d'Etat des Etats-Unis et auprès de l'ONU pour que le camp d'Achraf soit à nouveau protégé par, d'abord, l'armée américaine qui se trouve encore sur place, et ensuite par l'ONU afin que les événements qui se déroulent aujourd'hui dans ce camp soient totalement abandonnés. Je soutiens très fortement la Troisième Voie de Madame Maryam Radjavi, à savoir un changement démocratique par le peuple et la Résistance iranienne. Qu'elle soit

Maryam Radjavi

Présidente-élue du Conseil national de la Résistance iranienne

Le gouvernement irakien n'a pas la compétence pour protéger Achraf. C'est pourquoi la décision des Etats-Unis de transférer la sécurité du camp au gouvernement irakien était une erreur. Cette décision a violé le droit international. D'ailleurs les Américains s'étaient engagés dans un accord avec chacun des résidents, à les protéger. L'ONU a aussi la responsabilité de mettre Achraf sous sa surveillance. C'est pourquoi nous faisons cette proposition :

- Il faut installer une équipe d'observateurs permanents de l'ONU à Achraf.
- Les forces américaines se chargent de la protection de cette équipe.

J'appelle tous les gouvernements et les instances internationales à :

1. **Arrêter les achats de pétrole aux mollahs qui contribuent à financer la répression.**
2. **Renvoyer le dossier des violations des droits de l'homme des mollahs devant le Conseil de sécurité de l'ONU et subordonner les relations politiques et économiques avec les mollahs à la libération de tous les prisonniers politiques et à l'arrêt des exécutions. Nous insistons sur la désignation d'un rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Iran. La suppression de ce poste en 2002 est encore une concession au régime iranien et il faut y mettre fin.**
3. **Prendre les mesures nécessaires pour lancer un mandat international contre Khamenei pour crimes contre l'humanité.**
4. **Prendre les mesures urgentes pour lever le blocus d'Achraf, les interdictions d'entrée, et enlever les haut-parleurs.**



Maryam Radjavi montrant des photos d'Achrafiens gravement malades et privés de soins médicaux par les forces irakiennes.

en Iran ou ailleurs, c'est souvent la femme qui porte les espoirs. Mme Maryam Radjavi est l'une des porte-parole de ces espoirs. De simples déclarations de soutien ne suffisent plus. Il est donc temps pour l'Occident, l'Union européenne et la Suisse, de se mettre aux côtés de millions d'Iraniens et d'Iraniennes qui luttent pour la liberté et la reconnaissance de leur résistance.



Alice Glauser-Zufferey

Conseillère nationale suisse

Aujourd'hui, cette conférence défend les droits des résidents

d'Achraf. Elle veut absolument soutenir sa population et parmi elle, plus de mille femmes courageuses. Elle est organisée au même moment que l'anniversaire de la

100e année de la Journée Internationale de la femme et les réunions du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU. Et à cette occasion, je veux rendre hommage à toutes ces femmes qui résistent au camp d'Achraf depuis trois décennies dans leur lutte contre la dictature fondamentaliste en Iran, et souhaitent obtenir pour leur société, leur famille, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité pour les femmes iraniennes.

Je salue l'action de Mme Maryam Radjavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, pour l'instauration d'une république démocratique de l'Iran, pour sa fermeté face à la Commission des Droits de l'Homme et pour la fermeté qu'elle aimerait que nous ayons. Nous devrions avoir ce courage. Il est important pour l'Iran d'avoir déjà des forces organisées.